

# PROJET

## CONVENTION ENTRE LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE

Concernant le financement du projet « **Plan d'actions territorial économie circulaire** »  
dans le cadre de l'appel à projets 2019 économie circulaire (volet 5)

**Convention n° 2019\_14168**

VU pour être annexé à la décision du Bureau n° 2020-007 DB

### RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE

Hôtel de la Région des Pays de la Loire  
1 rue de la Loire

44966 NANTES CEDEX 9

Représentée par la Présidente du Conseil régional Madame Christelle MORANÇAIS,

Dûment habilitée à signer la présente convention par la délibération du Conseil régional en date des 17 et 18 octobre 2019

Ci-dessous dénommée "la Région"



du 16/01/2020

Le Président de la CA Saumur Val de Loire,

Jean-Michel MARCHAND

d'une part,

ET

### COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE

Communauté d'agglomération

11 rue du Maréchal Leclerc – CS 54030 – 49408 SAUMUR CEDEX

Représentée par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président, dûment habilité à signer la présente convention

Ci-dessous dénommée "le bénéficiaire"

d'autre part,

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1111-9, L4221-1 et suivants,
- VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles L110-1-1, L541-13, R541-16 du code de l'environnement,
- VU** le règlement budgétaire et financier
- VU** le budget voté au titre de l'exercice 2019 lors des séances du Conseil régional relatives au budget de la Région,
- VU** la délibération de la Commission permanente du 5 avril 2019 approuvant le cahier des charges de l'appel à projets relatif à l'économie circulaire,
- VU** la présentation en Conseil régional du 18-19 octobre 2018 informant du projet de plan de prévention et de gestion des déchets auquel est annexé le plan d'actions économie circulaire,
- VU** la délibération du Conseil régional en date des 17 et 18 octobre 2019 approuvant le projet de plan de prévention et de gestion des déchets auquel est annexé le plan d'actions économie circulaire,
- VU** la délibération du Conseil régional en date des 17 et 18 octobre 2019 approuvant projet de plan de prévention et de gestion des déchets auquel est annexé le plan d'action économie circulaire,
- VU** la délibération du Conseil régional en date des 17 et 18 octobre 2019 approuvant la présente convention relative à l'appel à projets économie circulaire 2019,

**Entre les parties, il est convenu les dispositions suivantes :**

## **Préambule**

La Région dans le cadre de ses nouvelles compétences en matière de prévention et de gestion des déchets issues de la loi NOTRe, s'est vue confier la responsabilité d'élaborer un plan d'actions en faveur de l'économie circulaire dont le projet a été construit avec l'ensemble des partenaires au cours de l'année 2017.

Le projet de plan d'actions a reçu un avis favorable de la Commission consultative d'élaboration et de suivi réunie le 6 juillet 2018 et a été présenté pour information au Conseil régional les 18-19 octobre 2018 et présenté pour approbation au Conseil régional en date des 17 et 18 octobre 2019.

Cette démarche s'inscrit dans l'engagement pris par la Région pour une politique dynamique de transition écologique votée par le Conseil régional en mars 2018.

Dans ce cadre, la Région a lancé un appel à projets « économie circulaire » dont le cahier des charges a été approuvé en commission permanente du 5 avril 2019. Il s'agit de soutenir des projets innovants ou exemplaires sur l'ensemble de la boucle de l'économie circulaire dans des domaines non encore investigués qui serviront de démonstrateurs pour susciter l'intérêt de telles démarches auprès des acteurs ligériens.

## **Article 1 - Objet de la convention**

- 1.1 La Région a décidé de subventionner, selon les conditions établies dans la présente convention et dans ses annexes, que le bénéficiaire déclare connaître et accepter, l'action « Plan d'actions territorial économie circulaire » qui concerne l'élaboration et l'animation d'un plan d'actions économie circulaire sur 3 ans.
- 1.2 Le bénéficiaire en acceptant la subvention s'engage à réaliser l'action définie au paragraphe 1.1. ci-dessus sous sa propre responsabilité et en mettant en œuvre tous les moyens à sa disposition.
- 1.3 La description détaillée de l'action figurant en annexe 1 et fait partie intégrante de la présente convention.

## **Article 2 - Montant de la participation financière de la Région**

- 2.1 Le plan de financement prévisionnel de l'action, qui indique de façon claire et détaillée l'ensemble des dépenses prévues avec une ventilation chiffrée par poste et l'ensemble des recettes prévues notamment les participations financières des autres collectivités publiques, est détaillé en annexe 1 et fait partie intégrante de la présente convention.
- 2.2 Au vu du budget prévisionnel de l'opération et des comptes présentés par le bénéficiaire, la Région s'engage à verser une subvention d'un montant de 45 500 € sur une dépense subventionnable de 91 000 € TTC, pour des dépenses de fonctionnement (études et actions d'animation).

## **Article 3 - Conditions d'utilisation de la subvention**

- 3.1 Le bénéficiaire s'engage à utiliser la subvention pour la seule réalisation des objectifs et des activités tels que définis dans la présente convention.

- 3.2 Il s'engage à ne pas employer tout ou partie de la subvention reçue de la Région, en subventions à d'autres associations, sociétés, organismes ou œuvres et à ce que la subvention ne puisse en aucun cas donner lieu à profit.
- 3.3 Il est seul responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'action.

## Article 4 – Communication

Le bénéficiaire doit justifier de mesures de publicité pour signaler l'intervention de la Région.

- 4.1 Le bénéficiaire s'engage, à mentionner le soutien financier de la Région sur l'ensemble de ses documents et publications officiels de communication relatif à la subvention, notamment en faisant figurer le logo et en respectant la charte graphique de la Région. Il devra indiquer la mention « opération lauréate de l'appel à projets économie circulaire 2019 Région, ADEME et Dreal ». Il s'engage également à faire mention du soutien de la Région dans ses rapports avec les médias.
- 4.2 La Région devra être informée par le bénéficiaire de toute initiative médiatique ayant trait à l'objet de la subvention versée. Cette obligation d'information prendra la forme d'un courrier officiel adressé dans un délai raisonnable à la Présidente du Conseil régional l'invitant à participer aux opérations médiatiques initiées par le bénéficiaire.
- 4.3 Le bénéficiaire autorise la Région, l'ADEME et la Dreal à réaliser des actions de communication et de diffusion de l'information sur son projet. Ces actions pourront prendre différentes formes : visites de l'installation, publications, colloques ou manifestations, journées techniques, photos, films... Le bénéficiaire s'engage à mettre à disposition et/ou autoriser la Région, l'ADEME et la Dreal à utiliser les supports nécessaires (photos, suivi de consommations, témoignages...) à ces actions de communication et de diffusion de l'information.

## Article 5 - Modalités de versement

- 5.1 La subvention est versée au bénéficiaire par la Région comme suit :
- une avance de 20 % à la signature de la convention.
  - Un seul acompte intermédiaire de 40 % sur présentation d'un bilan intermédiaire de réalisation de 60 % de l'action financée. Ce bilan devra être visé par le représentant légal de l'organisme.
  - Le solde sur présentation d'un bilan financier en dépenses et en recettes de l'action financée accompagné d'un état récapitulatif des dépenses acquittées. Ces documents devront être visés par le représentant légal de l'organisme.

Pour les dépenses qui concernent du temps passé en interne, l'organisme devra aussi fournir un document reprenant le tableau ci-dessous visé par le représentant légal de l'organisme

Type de dépenses	Temps passé en heures	Coût horaire avec les charges (préciser le poste occupé)	Montant de la dépense
Etudes (détailler les missions réalisées)	a	b	= a*b
Animation (détailler les missions réalisées)			
...			

- 5.2 Les versements dus par la Région sont effectués sur le compte bancaire du bénéficiaire.

## **Article 6 - Modalités de contrôle de l'utilisation de la subvention**

- 6.1 La Région peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle juge utiles, directement ou par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du respect des engagements par le bénéficiaire.  
La Région se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place, qui consiste en un examen de l'ensemble des pièces justificatives relatives au coût de l'action subventionnée.
- 6.2 Le bénéficiaire s'engage, pour l'exécution de l'article précédent, à donner au personnel de la Région ainsi qu'aux personnes mandatées par elle un droit d'accès approprié aux sites, locaux ou siège de l'organisme bénéficiaire.
- 6.3 Il accepte que la Région puisse contrôler l'utilisation qui a été faite de la subvention pendant toute la durée de la convention ainsi que pendant une période de 4 ans à compter du versement du solde de la subvention par la Région.
- 6.4 Par ailleurs, et en application de l'article L4313-2 du CGCT, toute association ou organisme ayant bénéficié au cours de l'année N d'une subvention d'investissement ou de fonctionnement supérieure à 75 000 euros ou représentant plus de 50 % de son budget devra fournir à la Région au cours de l'année N+1 et en tout état de cause avant le 1er juillet, le bilan certifié conforme de l'exercice écoulé.
- 6.5 Le retour d'informations sur les actions lauréates de cet appel à projets est une priorité pour la Région pour permettre le suivi et le retour d'expériences. Ces actions doivent servir de démonstrateurs pour susciter l'intérêt de telles démarches auprès des autres acteurs ligériens.  
Un comité de pilotage sera organisé régulièrement par le bénéficiaire avec la Région, l'ADEME et la DREAL de manière à suivre l'avancée du projet. Le référentiel économie circulaire de l'ADEME sera un outil utilisé pour réaliser le diagnostic et le plan d'actions associé.  
Un bilan technique et financier devra être transmis à la Région, dans un délai de 2 mois après la fin de l'action. Un bilan intermédiaire devra également être transmis à la Région au plus tard le 28 février 2021.

## **Article 7 - Durée de la convention**

- 7.1 La convention prend effet à la date de sa signature par les deux parties pour une durée de 3 ans et demi (dont 6 mois de délai maximum pour la transmission des pièces justificatives nécessaires au versement de l'aide).
- 7.2 Le bénéficiaire s'engage toutefois, aux fins de contrôle, à conserver toutes les pièces justificatives des dépenses effectuées dans le cadre de la présente convention pendant une durée de 4 ans à compter du versement du solde de la subvention par la Région.

## **Article 8 - Modification de la convention**

Toute modification des termes de la présente convention, y compris de ses annexes, doit faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

## Article 9 - Résiliation de la convention

- 9.1 En cas de non-respect des obligations contractuelles résultant de la présente convention, la Région se réserve le droit, après mise en demeure notifiée par lettre recommandée à l'autre signataire restée infructueuse pendant 30 jours, de résilier la présente convention.
- 9.2 La convention peut également être résiliée d'un commun accord entre les parties par échange de courriers avec accusé de réception.

## Article 10 - Modalités de remboursement de la subvention

- 10.1 En cas de non respect des obligations contractuelles, la Région se réserve le droit de demander sous forme de titre exécutoire ou de déclaration de créance, le remboursement total ou partiel des sommes versées.
- 10.2 Dans le cas où les dépenses réelles seraient inférieures à la dépense subventionnable, la participation de la Région sera réduite au prorata lors du versement du solde de la subvention.

## Article 11 - Litiges

- 11.1 En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable.
- 11.2 En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation du Tribunal administratif compétent.

## Article 12 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles régissant la convention sont :

- la présente convention ?
- l'annexe 1 : présentation du projet et budget prévisionnel.

Fait à Nantes, le **18 NOV. 2019**

En deux exemplaires originaux

Pour la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
SAUMUR VAL DE LOIRE  
Le Président

Jean-Michel MARCHAND

Pour la RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE  
La Présidente du Conseil régional



Christelle MORANÇAIS



## Annexe 1

### « Plan d'actions territorial économie circulaire »

**Porteur du projet : Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire**

#### Présentation détaillée du projet

Le territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire se situe à la rencontre de trois régions, les Pays de la Loire, Centre Val de Loire et Nouvelle Aquitaine. Il se caractérise par des paysages et une histoire marquée par la Loire et par une grande richesse agricole (viticulture et maraîchage) et patrimoniale (Saumur, Fontevraud). Cet héritage en fait un important territoire touristique, avec une fréquentation en forte croissance. Créée le 1er janvier 2017, La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire se compose de 45 communes.

Les faiblesses et opportunités du territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire pourraient se résumer en quelques points :

- Des potentialités liées à la géographie et l'histoire du territoire,
- Un équilibre rural – urbain à trouver, entre habitat et services,
- Une fragilité socio-professionnelle de longue date,
- Des entreprises diversifiées rayonnant au-delà du territoire.

Le projet de territoire élaboré en 2018 met en avant la volonté d'un développement dynamique et d'allier innovation et préservation de l'environnement.

Contexte, genèse et objectifs du projet

La CASVL a inscrit l'économie circulaire dans les axes de développement de son projet de territoire, tant au niveau économique qu'environnemental.

Cette volonté politique forte s'appuie d'un côté sur la réussite de la démarche d'écologie industrielle et territoriale (EIT) initiée à Doué-en-Anjou depuis 2017 et d'un autre côté sur les nombreuses actions menées sur le territoire en matière de réduction des déchets.

L'objectif de la CASVL aujourd'hui est de structurer un plan d'action territorial économie circulaire en lien avec les autres politiques actées ou en cours d'élaboration : le plan climat air énergie territorial (PCAET) et Cit'ergie, le Programme Alimentaire Territorial (PAT) et le programme local de prévention des déchets (PLPD). Cela doit se mener de manière transversale dans la collectivité avec l'ensemble des politiques et des services supports (par ex. bâtiment, commande publique) et avec les acteurs du territoire.

#### **Présentation du projet Plan d'action territorial Economie Circulaire**

Il s'agit d'élaborer et d'animer un plan d'action territorial Economie Circulaire, sur trois ans.

Le travail d'élaboration s'appuie sur la réalisation d'un diagnostic du territoire pour évaluer les enjeux et sur la formalisation d'une stratégie d'économie circulaire avec des objectifs et des cibles clairement exprimés. Ce plan d'action territorial s'articulera avec le plan régional d'action en faveur de l'économie circulaire ainsi qu'avec la feuille de route nationale de l'économie circulaire.

Ensuite, il s'agira d'animer cette démarche sur le Saumurois, avec les services de la collectivité et les acteurs du territoire.

La réalisation du diagnostic et la formalisation de la stratégie se fera en utilisant le référentiel édité par l'ADEME « démarche territoriale Economie circulaire ». Ce diagnostic associera dans son élaboration les acteurs du territoire impliqués, comme les consulaires, les structures de l'ESS, les entreprises ou groupements acteurs de l'ECi sur le territoire. Il intégrera un travail avec les différents services de la collectivité, pour les sensibiliser aux enjeux de l'ECi, repérer les actions d'ores et déjà menés (achats, bâtiments, urbanisme,) et construire avec eux

des axes de déploiement de l'ECi dans les politiques de la collectivité. Ce diagnostic s'appuiera sur les travaux menés pour l'élaboration du PCAET, du PAT et du PLPD.

L'ensemble de ce travail permettra de définir les boucles de l'économie circulaire à enjeu sur le territoire, de par la quantité de déchets / matières concernés, les enjeux en termes d'emploi, de valeur ajoutée, les acteurs mobilisés, ... Il débouchera sur la priorisation d'objectifs de développement, de mobilisation de moyens humains, techniques et financiers mais aussi de sensibilisation / formation sur le territoire à ces enjeux, que ce soit pour les scolaires, le grand public ou des publics cibles (entreprises, agriculteurs,...).

Une fois cette stratégie définie et validée par les instances de la collectivité, il s'agit de la mettre en oeuvre en mobilisant des moyens d'animation dans la durée. Ce travail d'animation sera conduit conjointement par le service Développement Economique de la CASVL et la SPL Saumur Agglopropreté, dans le cadre du contrat signé avec la CASVL. Des outils communs seront mobilisés pour assurer le suivi et l'évaluation de ce plan d'action et croiser les visions entre les compétences économie et déchets.

Le projet s'étale sur trois ans, de septembre 2019 à septembre 2022. L'animation continuera après sept 2022, en dehors du cadre du présent appel à projet.

L'élaboration du diagnostic donnera lieu à la collecte d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs, qui permettront de définir un état 0 de l'économie circulaire sur Saumur Val de Loire. Il s'agira autant de quantifier les actions déjà mises en place que de quantifier les flux entrants et sortants sur le territoire.

### **Caractère innovant ou exemplaire, caractère reproductible du projet**

Pour le territoire Saumurois, cette démarche s'inscrit dans la démarche globale de mise en oeuvre du projet politique, feuille de route de la collectivité. Elle vient en complémentarité des autres politiques construites actuellement par la communauté d'agglomération, ce qui est une réelle plus-value (cohérence avec le PCAET, le PAT, CIT'Ergie, le PLPD, mobilité durable). Le caractère innovant pour la collectivité réside aussi dans le nécessaire décloisonnement entre les politiques et les services sur des thématiques de ce type, comme c'est le cas pour le PCAET. Ce qui est d'autant plus intéressant que la collectivité est aujourd'hui dotée de nombreuses compétences où l'on peut traduire concrètement les enjeux de l'économie circulaire, comme l'urbanisme, la mobilité,...

D'où le caractère reproductible de la démarche pour d'autres collectivités, ou pour le Saumurois sur d'autres thématiques.

### **Objectifs qualitatif et quantitatif d'économie de ressources**

Le plan d'actions territorial n'étant pas écrit, il est difficile à priori de lister précisément les objectifs d'économie de ressources.

D'ores et déjà, on peut néanmoins lister les objectifs suivants :

- En termes de déchets : atteindre les objectifs quantitatifs fixés dans le plan régional, en intégrant la contrainte du caractère fortement touristique du territoire
- Renforcer le partenariat avec les structures de l'ESS pour développer encore le réemploi et la réparation
- Renforcer la coopération entre les entreprises ; couvrir le territoire de démarches EIT dans les principales zones d'activités du territoire (objectif de la collectivité pour 2023)
- Sortir un ou deux projets d'économie de la fonctionnalité sur le territoire.
- Accompagner plusieurs projets d'entreprise dans l'économie circulaire, en lien avec les boucles à enjeu sur le territoire (agriculture, viticulture, industrie,...)
- Intégrer l'enjeu de la formation des jeunes au projet

### **Budget prévisionnel**

Type de dépenses	Détail des postes de dépenses	Montant des dépenses TTC	Montant des dépenses éligibles
Animation	Temps d'animation et matériel pédagogique pour animation	49 500 €	49 500 €
Etudes	Réalisation du diagnostic et définition de la stratégie	41 500 €	41 500 €
	<b>TOTAL</b>	<b>91 000 €</b>	<b>91 000 €</b>

### **Plan de financement prévisionnel**

Financeurs	Montant en €
Région	45 500
Autofinancement en fonds propres	45 500
<b>TOTAL</b>	<b>91 000</b>